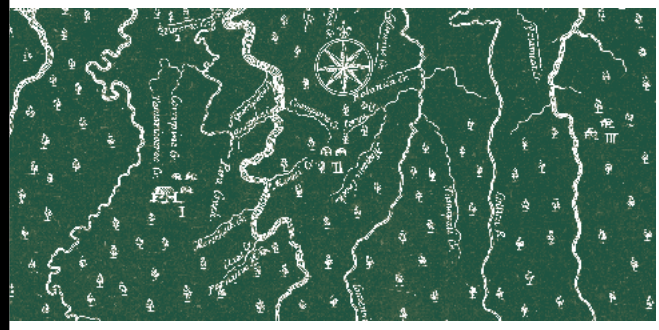
Sur de l'or



la piste

D'où vient l'or contenu dans vos bijoux, lingots et autres produits de consommation? De concessions légales, pour partie ; et illégales, pour autre partie. Enquête sur la route de la contrebande, de la Guyane jusqu'à la Suisse.

PAR FABIAN FEDERL / PHOTOS: GERNO ODANG

Le vent des rotors de l'hélicoptère soulève la boue, laissant descendre les passagers, tandis que dehors patientent trois soldats de la Légion étrangère et un gendarme. On est dans une clairière, au cœur de la forêt amazonienne, en Guyane française. Les quatre hommes gesticulent frénétiquement. L'un d'eux regarde nerveusement autour de lui, un autre épaule son fusil d'assaut, un Heckler & Koch HK416. Les arbres sont épais. Quelqu'un les observe, et ils le savent. C'est le matin. Le lieutenant-colonel Francis Bataillon, un homme trapu dans des vêtements trempés, sort un GPS de sa poche, se penche dessus et met ses hommes au parfum: il existe une vingtaine de sites d'exploitation d'or à proximité, et 200 *garimpeiros*, des orpailleurs illégaux, travailleraient le long de la rivière. Le plan consiste à les chasser et à brûler leurs campements. Les engins, les tuyaux et les pompes doivent être détruits. Pendant 29 jours, Bataillon et ses hommes vont parcourir cette forêt tropicale pour le compte du gouvernement français. "Harpie" est le nom de leur opération.
Sa raison d'être est simple: là où les chercheurs d'or envahissent les forêts, ils provoquent des désastres pour les habitants et la nature. Ils coupent les arbres, bouchent les rivières avec de la boue, font venir de l'alcool et des armes, importent la violence et les maladies dans la forêt tropicale. Le mercure utilisé dans les mines d'or empoisonne l'aliment de base des populations locales: le poisson. Des études menées en Guyane française montrent que 97% des gens vivant dans les zones minières –indigènes et marrons, comme on appelle les descendants d'esclaves de plantations en fuite– ont des taux de mercure beaucoup trop élevés dans le sang. Cela vaut également pour les orpailleurs, qui s'empoisonnent peu à peu.
Mais le combat du lieutenant-colonel Bataillon est inégal, car son véritable adversaire est le marché mondial.

Le prix de l'or ne cesse de battre des records ; il a plus que doublé au cours des dix dernières années –un gramme coûte actuellement environ 95 euros. Les raisons de cette flambée ne manquent pas. Les investisseurs des pays riches considèrent l'or comme un investissement à l'abri des crises, une protection contre l'inflation, les crises bancaires et les guerres. L'État chinois en achète massivement car il veut devenir moins dépendant du dollar. La Russie et l'Iran l'utilisent pour se protéger des sanctions. Quant à l'Inde, un kilo d'or y est traditionnellement accroché autour de la mariée en guise de dot lors des mariages, et avec l'augmentation de la population et de la prospérité, le nombre de mariages et de cadeaux en or flambe également. C'est pourquoi il n'a jamais été aussi intéressant d'extraire de l'or. Actuellement, on estime qu'un cinquième du métal précieux prélevé dans le monde provient de "l'exploitation minière artisanale à petite échelle", qui emploie dix millions de personnes dans 70 pays. Le problème étant que la grande majorité de ces activités se déroule sans aucune réglementation, de manière toxique, destructrice pour l'environnement et violente, comme ici en Guyane française.

"Chut!" Le sergent-major Maherilaza Rakotondralambo indique d'un mouvement de tête des baraquements en bois, visibles à travers les fourrés. Maherilaza ouvre la marche avec deux autres soldats, un jeune Moldave et un Slovaque. Ici, dans la forêt tropicale, douze membres de la Légion étrangère sécurisent la zone pour que trois gendarmes puissent faire leur travail.

Au Suriname, dans une maison aux fenêtres teintées, un homme armé en pantalon camouflage ouvre la porte. À l'intérieur, un employé est occupé à faire fondre un morceau d'or. Un transporteur vient chaque jour chercher les lingots et les conduit à 50 kilomètres. Là où la piste de l'or illégal se brouille une fois de plus

Les photos illustrant cet article ont été prises lors de l'opération "Harpie".

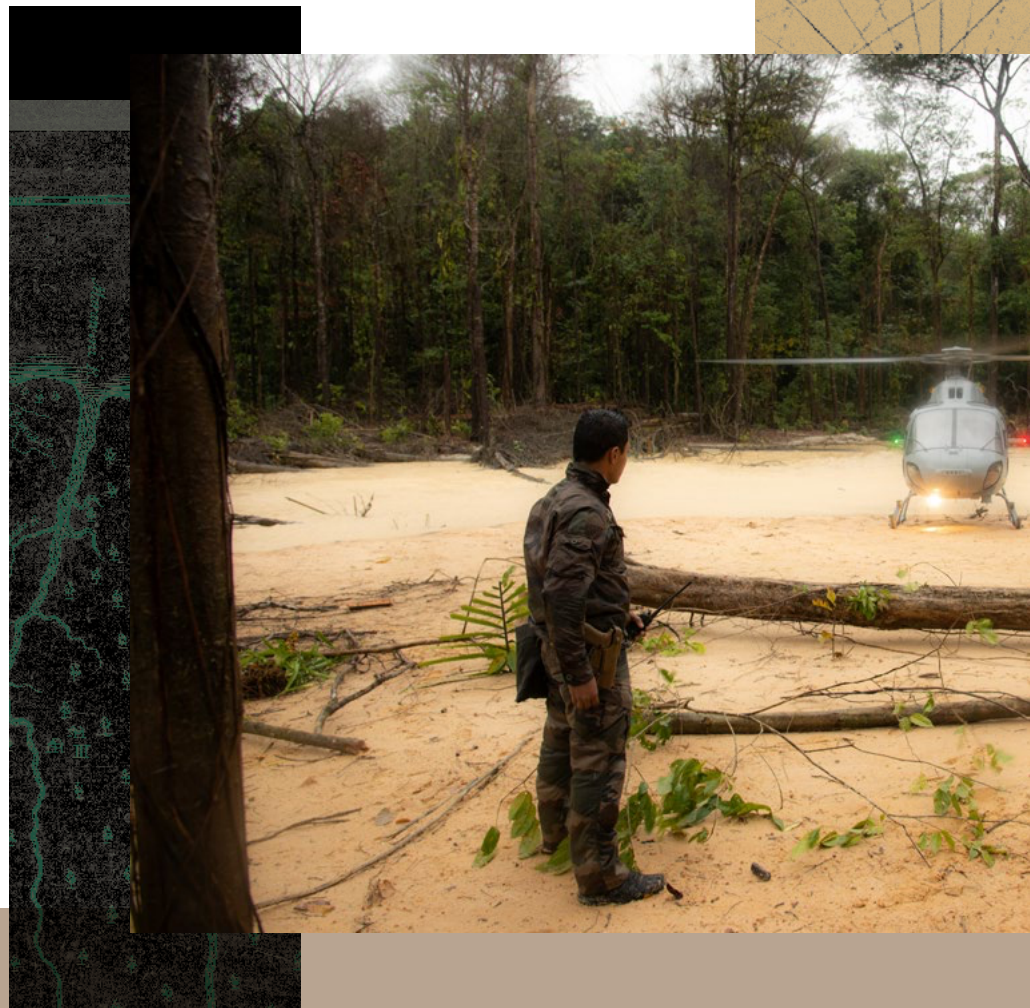
Le Moldave siffle au loin, Maherilaza siffle à son tour, on dirait le chant d'un oiseau. Puis ils courent, il faut faire vite, car les orpailleurs surpris vont s'enfuir, cacher leur matériel, jeter les moteurs de pompe dans les flaques d'eau et les générateurs en bas des pentes. Tout vaut mieux que de laisser les gendarmes les brûler. Maherilaza aperçoit quelques hommes qui filent dans les buissons, des silhouettes maigres, presque décharnées, en bottes en caoutchouc et sweat à capuche. L'un d'eux traîne un lourd sac-poubelle noir derrière lui, mais le Moldave lui coupe la route. Au bord d'un ruisseau qui inonde le chemin, il se tient debout avec son fusil et donne l'ordre: *"Retour au camp!"* Quelques minutes plus tard, tous les chercheurs d'or sont assis sur des troncs d'arbre et attendent. Les gendarmes prennent leurs coordonnées du mieux qu'ils peuvent. Personne n'a de pièce d'identité. L'un d'entre eux, Edmilson, 51 ans, dit qu'il travaille dans ces forêts depuis 29 ans. Il ne sait ni lire ni écrire et n'a pas appris de métier. *"Même s'ils m'enferment,* dit-il, *je resterai ici."* Il restera probablement. La gendarmerie ne peut pas extraire des centaines de mineurs de la forêt dans son hélicoptère à chaque mission ni même les expulser. Quand bien même certains sont arrêtés, ils sont condamnés à des amendes et retournent dans les camps peu après. *"Ce sont toujours les mêmes noms qui reviennent"*, constate Bataillon. Au moins, ajoute-t-il, les actions de la police ralentissent quelque peu la production illégale. Le coût de rééquipement d'une mine d'or improvisée est d'environ 15 000 euros. D'un autre côté, il suffit de seulement quelques jours de travail pour gagner 15 000 euros.

Des sociétés d'orpaillage opèrent légalement en Guyane. Pour obtenir leur permis, elles doivent respecter un certain nombre d'exigences sociales et environnementales: ne pas utiliser de mercure, reboiser à la sortie du site, verser des salaires en conformité avec la loi française, etc. En règle générale, des centaines de mineurs illégaux s'installent au fil du temps autour de ces opérations aurifères légales, et finissent par entrer en contact étroit avec les entrepreneurs légitimes. Ils leur achètent par exemple du carburant, des outils et des pièces détachées. Ils paient avec l'or qu'ils ont blanchi. De cette manière, une partie de l'or recueilli illégalement se retrouve dans les stocks des entreprises légitimes. C'est la première –et plus directe– façon de mélanger l'or légal et illégal, mais il en existe en vérité beaucoup d'autres. La gendarmerie estime ainsi qu'environ huit tonnes d'or illégal sont produites en Guyane française chaque année, contre seulement une tonne d'or légal. En théorie, une telle chose devrait être impossible. Partout dans le monde, des lois, des règlements et les certificats de l'industrie aurifère disposent que l'or provenant de sources douteuses ne doit pas être acheté par qui que ce soit. L'or, qu'il soit utilisé pour la fabrication de smartphones dans les usines des entreprises technologiques, transformé en bijoux dans les mains des bijoutiers ou placé dans un coffre-fort familial comme un trésor pour les mauvais jours, est censé être propre. La plus stricte de ces réglementations est la loi européenne sur le devoir de diligence dans les chaînes d'approvisionnement en matières premières, qui s'applique dans tous les pays de l'UE. Mais est-ce réaliste? Dans les faits, l'or entreprend un long voyage depuis ce camp minier dans la forêt amazonienne, avec tant d'étapes intermédiaires qu'il disparaît et réapparaît de nombreuses fois en cours de route. *"L'or trouve toujours un moyen"*, dit le lieutenant-colonel Bataillon en haussant les épaules. De toutes les battues qu'il fait, le métal est systématiquement le seul bien insaisissable. Ce matin, il s'était probablement déjà mis en route lorsque l'hélicoptère de la gendarmerie se faisait entendre au loin, sans doute caché dans les sacs et les poches de pantalon des coursiers. Appelés *burrinhos* ("petits ânes"), ces derniers sont chargés de transporter le matériel. Ils parcourent les milliers de kilomètres de sentiers battus qui parsèment la Guyane et mènent jusqu'au Suriname. L'ancienne colonie néerlandaise est la première frontière internationale que l'or illégal doit franchir.

Sur la rive ouest du Maroni, le fleuve qui fait office de démarcation entre les deux pays, des hommes en bottes en caoutchouc transportent des paquets emballés dans du plastique depuis les quais jusqu'aux bateaux. Poulet congelé, haricots, riz, Coca-Cola, bière, mercure, ibuprofène. C'est ici que s'organise le ravitaillement des camps d'orpailleurs clandestins. On peut y acheter tout ce dont on a besoin. Il existe environ 120 entrepôts sur pilotis, gérés par des commerçants chinois qui dominent le commerce au Suriname depuis des décennies. Des petits campements ont surgi autour de certains de ces entrepôts. Le plus grand d'entre eux s'appelle Antonio do Brinco ("Antonio à la boucle d'oreille"), du nom d'un orpailleur brésilien qui a construit la première cabane ici, en 2001. "Ici" signifie en fait "au milieu de nulle part": cet endroit dans la jungle n'est accessible que par bateau ou par avion à hélice. Il n'y a ni police ni lois. On paie avec de l'or. Chaque commerçant dispose d'une petite balance. Le prix de l'or est inscrit sur une pancarte épinglée au mur derrière le comptoir. Il est ajusté chaque jour selon le London Fix, le cours mondial du métal. À quelques exceptions près, l'or des mines de Guyane transite d'abord via l'un de ces entrepôts. Les Chinois sont également les principaux financiers de l'exploitation illégale de l'or en Guyane française. Lorsque la gendarmerie brûle du matériel, il est racheté ici, à crédit si nécessaire. Les Chinois n'ont aucun problème à prêter de l'argent. *"Ils savent que chaque gramme d'or leur revient ensuite"*, explique un *garimpeiro* surnommé Cabelinho, en sirotant sa canette de Heineken. Il s'est arrêté à Antonio do Brinco parce que sa pirogue a des problèmes de moteur.

Tôt le matin, alors que le brouillard couvre le Maroni, un jeune homme aux longues dreadlocks se tient devant son canoë et réceptionne les colis. On l'appelle Papa. Il est chargé d'envoyer la marchandise d'Antonio do Brinco vers les villes, plus proches du marché mondial. Trois noms figurent sur chacun des colis: le nom de l'expéditeur, généralement un pseudonyme ; à côté, "Papa" ; et le nom d'un destinataire en ville, d'un coursier ou d'un magasin. Ces colis sont remplis d'or. Papa les charge dans un avion, lequel atterrit une heure plus tard sur un petit aérodrome à Paramaribo, la capitale du Suriname. Des hommes attendent sur le parking, devant un hangar. Ils chargent à leur tour la marchandise dans leur voiture, et repartent. Paramaribo est une ville colorée. Les marrons et les Haïtiens vendent du crabe sur le port, les Turcs tiennent des casinos dans le centre, les Néerlandais dirigent les hôtels de la ville, les Chinois le commerce de détail. Le président du pays est d'origine sud-asiatique, tout comme la majorité de la population. On trouve partout des *warungs* (restaurants indonésiens), où l'on sert des *loempias* (crêpes fourrées et frites) et du *nasi goreng* (riz frit). En moins de cinq kilomètres, on peut passer devant 25 magasins dont les enseignes proposent d'acheter et de vendre de l'or. Mais le cœur du commerce de l'or se trouve plus loin encore, dans le quartier des nouveaux immigrants, les Brésiliens.

Selon la gendarmerie française, environ huit tonnes d'or illégal sont produites en Guyane française chaque année, contre seulement une tonne d'or légal



Dans une maison d'angle aux fenêtres teintées couvertes de photos basse résolution de lingots, un homme armé en pantalon camouflage ouvre la porte et conduit dans une pièce. L'intérieur est bruyant: un employé se tient devant un four dans lequel est placé un creuset, occupé à faire fondre un morceau d'or. Pour vendre de l'or à Paramaribo, pas besoin de carte d'identité ni de certificat d'origine. La loi surinamaise ne l'exige pas. Sur des Post-it au-dessus des postes de travail, les employés notent leur chiffre quotidien, 70 grammes, 150 grammes. Les bons jours, cela monte jusqu'à trois kilos. Une fois les marchandises contrôlées, pesées et payées, elles sont placées dans un grand bol. L'or est alors fondu en barres brutes pesant environ un kilo chacune. Un transporteur vient chaque jour chercher les lingots et les conduit à 50 kilomètres à l'intérieur des terres. Là où la piste de l'or illégal se brouille une fois de plus.

À côté des terminaux de fret de l'aéroport international de Zanderij, dans un complexe de bâtiments sans âme, Ryan Tjon attend. Il est le directeur de la Kaloti Suriname Mint House (KSMH), l'essayeur officiel du pays –soit l'institut national où l'or est fondu selon un standard homogène, où sa pureté est déterminée et où le montant de la taxe que les négociants en or doivent acquitter est calculé. La Mint House est une institution cruciale pour l'économie et les finances publiques du Suriname. En matière de valeur, l'or représente 80% des exportations du pays et contribue à un dixième de son PIB. À l'origine, la fonction d'essayeur était assurée par la banque centrale, comme il est d'usage, mais le Suriname ne disposait pas de l'expertise technique suffisante. À un moment donné, il est apparu que la pureté de l'or avait été mal calculée pendant des années, faisant perdre à l'État des millions de dollars de recettes fiscales. Alors le président de l'époque, Desi Bouterse (condamné pour meurtre et trafic de drogue aux Pays-Bas et au Suriname, il est mort en décembre dernier alors qu'il était en fuite), a cherché une solution pragmatique et l'a trouvée dans l'émirat de Dubaï. C'était en 2015. En l'espace de quelques années, une société appelée Kaloti Precious Metals y est devenue le plus grand raffineur d'or du Moyen-Orient, voire du monde, selon le mode de calcul employé. L'accord a été conclu en ces termes: l'État surinamais et Kaloti fondent ensemble la Kaloti Suriname Mint House ; 10% appartiennent à l'État, 60% à Kaloti, qui met à disposition sa technologie moderne, et 30% sont détenus par une société constituée autour d'un bijoutier surinamais et de ses amis. Harry Dorinnie, un directeur de la banque centrale, parle ouvertement d'une "mafia de l'or". Une douzaine d'hommes d'affaires et politiques qui contrôlent tout, de l'achat à l'exportation, en passant par le traitement et l'analyse de l'or.

Ryan Tjon, le directeur de la KSMH, ne souhaite pas s'exprimer à ce sujet, mais il fait une courte visite de l'installation de production moderne. Il montre où l'or est fondu, nettoyé et testé. À la fin, un document portant le cachet de l'État surinamais est délivré pour chaque lingot. Il y est écrit: "L'or provient du Suriname." Cette mention a une grande valeur dans le commerce international de l'or. En effet, à la différence de la République démocratique du Congo, où des groupes rebelles se financent grâce au commerce de l'or, ou du Venezuela, où ce dernier est en partie géré par des trafiquants de drogue, le Suriname n'est pas considéré comme une "zone à risque". Mais son or est-il si propre? Où est passé l'or illégal du camp de Guyane française, celui que le lieutenant-colonel Bataillon et ses hommes avaient envahi? Il a probablement passé la frontière en contrebande, été racheté par un marchand

chinois, puis a été mélangé par des acheteurs d'or dans le quartier brésilien de Paramaribo, avant d'arriver à la Mint House pour être certifié. De là, il pourra faire le tour du monde. KLM se chargera du transport ultérieur. La compagnie aérienne néerlandaise est bien équipée pour l'acheminement d'objets de valeur et propose des produits d'assurance spéciaux et une infrastructure adaptée. Après avoir traversé les océans, l'or sera temporairement stocké dans un coffre-fort à l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol, avant d'être envoyé vers sa destination finale.

Cette destination finale, selon les données d'exportation du gouvernement, est dans presque tous les cas: Dubaï. Le Dubai Multi Commodities Centre (DMCC) a pour slogan: "*Where the world does business*" ("Là où le monde fait des affaires"). Il est situé dans un gratte-ciel d'où l'on peut apercevoir, dans les étages supérieurs, les célèbres Palm Islands. Le DMCC est l'un des centres les plus importants au monde pour le commerce de l'or, des diamants et d'autres métaux et matières premières. Presque toutes les grandes raffineries, les négociants en or et les courtiers ont un bureau dans cette tour, et 20 à 30% de tout l'or du monde passe par DMCC à un moment ou à un autre. Les Émirats arabes unis sont le troisième exportateur d'or au monde. Remarquable, puisqu'ils n'en produisent pas un seul gramme. Dubaï est devenu au début des années 2010 un centre mondial du commerce de gros de l'or, mené ici par Kaloti Precious Metals (aujourd'hui fermée), une raffinerie créée par le marchand jordanien Munir Al Kaloti, qui a débuté en vendant de l'or au souk dans les années 1970. La bureaucratie y était alors moins lourde qu'ailleurs, où on exigeait des catalogues de preuves de l'origine des différentes cargaisons d'or –à Dubaï, deux pages A4 d'explications suffisaient parfois. Et ainsi, un business a pu prospérer. Selon l'ONG suisse Swissaid, environ 435 tonnes d'or ont été passées en contrebande des pays africains vers Dubaï en 2022. Une analyse des données douanières réalisée pour le compte de la Carnegie Endowment en 2016 a révélé, elle, que 46% de toutes les importations d'or à Dubaï provenaient de régions en conflit ou de zones à haut risque. *"Il s'agit d'une opération de blanchiment,* selon Marcena Hunter, de l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée, une ONG basée à Genève. *Dubaï blanchit l'or pour d'autres pays."*

Une innovation particulièrement intéressante qui a permis de dissimuler le cheminement de l'or est la "Jungle Jewellery". Une activité dans laquelle l'ancienne société Kaloti a apparemment eu sa part. En 2016, par exemple, une grande quantité d'or en provenance de l'est de Java, en Indonésie, où le travail des enfants et l'utilisation de mercure étaient monnaie courante, avait été mise sur le marché. Des tonnes de cet or difficile à vendre ont fini par être acheminées vers Dubaï, via un détour intéressant. Spencer Campbell, ancien directeur régional chez Kaloti, explique l'itinéraire dont il était responsable à l'époque: l'or de la mine était d'abord livré à la ville indonésienne de Surabaya, où il était forgé en bijoux de 200 à 300 grammes chacun –on ne parle pas d'orfèvrerie: un morceau d'or sur une chaîne suffisait ; ce bijou était ensuite envoyé à Singapour ou en Thaïlande, où il était fondu en tant que "ferraille d'or provenant de l'industrie de la bijouterie", avant d'être envoyé à Dubaï ; de là, il était à nouveau envoyé dans d'autres pays. Il ne s'agit pas de petits lots. Campbell se souvient: *"Une fois, nous avons envoyé une demi-tonne en deux jours."*

La Chine, l'Inde et la Turquie, entre autres, sont directement approvisionnées en or par Dubaï. La France, l'Allemagne et les États-Unis ne figurent pas sur la liste des clients. Les raffineries, entreprises et banques centrales de ces pays n'achètent pas à Dubaï, doutant que l'origine de l'or soit contrôlée avec suffisamment d'attention. Pour que l'or puisse être commercialisé dans les pays européens, il doit d'abord être testé et refondu dans une raffinerie à la réputation irréprochable. Il s'agit généralement d'établissements certifiés par la London Bullion Market Association (LBMA), sorte d'organisme d'autorégulation de l'industrie aurifère, dont les normes sont réputées les plus strictes. Les auditeurs londoniens exigent des preuves d'origine, le respect du droit du travail et de l'environnement. Aucune des raffineries de Dubaï n'est certifiée par la LBMA. Mais l'or en provenance de l'émirat effectue souvent des périples surprenants. Ont déjà été découverts des cas où l'or était envoyé de Dubaï vers un pays de production peu suspect –le Ghana ou l'Afrique du Sud, par exemple– avant d'être réexporté et raffiné dans un pays acheteur. Et il existe une route encore plus directe menant droit au cœur de l'Europe: la Suisse. Les statistiques d'importation helvétiques montrent que 151 tonnes d'or ont été acheminées de Dubaï en 2023, soit plus du double qu'en 2022 et 2021.

Par une journée de fin d'été dans les Alpes du Sud, Christoph Wild se hisse sur les marches en pierre du Monte Generoso, la montagne locale, près de Mendrisio, une ville du Tessin située à mi-chemin entre Lugano et Côme. Wild est un homme mince, aux cheveux grisonnants. Il a tout de l'allure d'un banquier suisse. Il ouvre le portail de sa résidence de week-end: table en bois massif, cave à vin, point de vue sur une vallée verdoyante remplie d'immeubles des années 1970. Cette région est le cœur industriel du Tessin et le principal pôle d'affinage de l'or. Christoph Wild est l'une des personnes les plus importantes de ce secteur. Il a dirigé la raffinerie d'or Argor-Heraeus et est aujourd'hui président de l'Association

Les Émirats arabes unis sont aujourd'hui le troisième exportateur d'or au monde. Remarquable, puisqu'ils n'en produisent pas un seul gramme

suisse des fabricants et commerçants de métaux précieux (ASFCMP). Trois des plus grandes raffineries du monde sont situées dans un rayon de quelques kilomètres: Valcambi, MKS PAMP et Argor-Heraeus. Des installations industrielles hautement sécurisées dans lesquelles l'or livré est transformé en sa forme la plus pure possible à l'aide de produits chimiques et d'électrolyse. L'or doit en effet être pur à 99,999% pour que les banques nationales l'acceptent. Pour y parvenir, des ouvriers équipés de vêtements de protection contre la chaleur versent de l'or liquide dans des moules à lingots. Avant que le métal ne refroidisse complètement, il est estampillé avec sa pureté, le nom de la raffinerie et un numéro de série. Les barres sont ensuite transmises au client final, qui peut être une banque, un bijoutier ou une entreprise industrielle. Toutes les raffineries tessinoises sont certifiées par la LBMA à Londres, et l'or fondu ici est considéré comme commercialisable dans le monde entier.

L'association industrielle que Wild dirige représente l'ensemble des raffineries d'or suisses, à une exception près: Valcambi. L'entreprise tessinoise a été l'une des membres fondateurs de l'association en 1978, mais elle l'a quittée en octobre 2023 en raison de "divergences irréconciliables". Le problème portait sur l'origine de l'or. Aujourd'hui, Valcambi est la seule raffinerie suisse à importer de Dubaï. Pourtant, le ministère suisse de l'Économie a mis en garde contre l'or en provenance des Émirats arabes unis dans une lettre adressée aux raffineries suisses en 2021. Alors? *"Valcambi n'accepte que l'or produit à Dubaï par quelques raffineries agréées qui ont satisfait aux exigences étendues en matière de vérification préalable et en capacité de prouver qu'elles sont en mesure de tracer et de divulguer l'origine de leurs matières premières"*, se défend son directeur, Michael Mesaric. Quand on lui fait remarquer qu'une étude publiée en 2020 par les ONG Swissaid et Global Witness indique que Valcambi a importé des dizaines de tonnes d'or de Kaloti Dubaï et de l'actuelle société MTMO entre 2016 et 2020, il répond: *"Nous ne travaillons plus avec la marque MTMO depuis 2020."* La société précise également que "l'or (...) est toujours accompagné d'une déclaration de conformité (SoC) délivrée par la raffinerie qui produit les lingots. Toutes les SoC ont été et seront vérifiées par Valcambi". Une telle déclaration de conformité, émise par la raffinerie, est un autodiagnostic et, dans l'industrie de l'or, ne vaut souvent même pas le papier sur lequel elle est écrite, puisque personne ne la contrôle. C'est pourquoi, ajoute Michael Mesaric, Valcambi procède également à des vérifications sur place. *"À ma connaissance, personne ne le fait à part nous."*

Est-ce suffisant pour s'assurer de la non-présence d'or illégal? Matthias Baier est à la tête de DEKSOR, un acronyme qui désigne l'organisme de contrôle allemand chargé des vérifications imposées par l'UE concernant les chaînes d'approvisionnement en matières premières. Il est très clair dans sa réponse: non. Ni ça ni aucune autre méthode de traçabilité. *"Dans la plupart des cas, nous ne pouvons pas retracer l'or jusqu'au pays d'origine"*, déclare-t-il. Où, selon lui, peut bien être passé l'or du camp de jungle en Guyane française? Baier est honnête. Entre les méandres de la contrebande, les fonderies intermédiaires et les raffineurs, la seule réponse qu'il peut donner est: *"Nous ne le savons pas. Nous ne pouvons pas le savoir. Il a probablement fini quelque part sur le marché légal."* La législation douanière ne prévoit pas l'enregistrement de l'origine réelle, mais seulement du pays de dernière transformation. *"Et aujourd'hui, le suivi se termine souvent en Suisse."* Cela signifie que personne ne peut exclure que cet or prélevé illégalement en Guyane au sus de la gendarmerie française n'a pas fini sous forme de lingot à la banque centrale allemande de Francfort ou qu'il se trouve actuellement chez un fabricant à Milan. Ou, bien sûr, qu'il ait permis de fabriquer cette alliance que vous venez d'acheter dans cette bijouterie parisienne pour la prochaine Saint-Valentin. ● TOUS PROPOS RECUEILLIS PAR FF. TRADUCTION PAR JOSEPH BRIAT ET VICTOR JEZEQUEL.

Ce reportage a été soutenu par le réseau Rainforest Investigations du centre Pulitzer.